



CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

7, RUE ALCIDE DE GASPERI — 1013 LUXEMBOURG — B. P. 1306 — Tél.: 43 58 51

CES/MARCHE INTERIEUR (86)

L'ACHEVEMENT DU MARCHE INTERIEUR COMMUNAUTAIRE

AVIS

Luxembourg, le 26 juin 1986

SOMMAIRE

Page:

| | |
|---|----|
| 1. L'INTRODUCTION | 1 |
| 2. LES CONSIDERATIONS DE PRINCIPE | 2 |
| 21. Le constat initial | 2 |
| 22. Le processus de l'intégration | 3 |
| 23. L'acte unique européen | 4 |
| 231. Sous-section II - Article 102 A sur la capacité monétaire | 4 |
| 232. Sous-section III - La politique sociale | 4 |
| 233. Sous-section IV - La cohésion économique et sociale | 5 |
| 234. Sous-section V - La recherche et le développement technologique | 5 |
| 235. Sous-section I - Le marché intérieur | 5 |
| 24. L'influence sur les travaux actuels | 7 |
| 25. L'Europe du droit | 7 |
| 3. LES PROBLEMES SECTORIELS | 11 |
| 31. La fiscalité indirecte | 11 |
| 311. L'introduction | 11 |
| 312. Les retombées de l'harmonisation des taux de la TVA sur les plans social et économique | 12 |
| 313. L'approche du Conseil Economique et Social quant aux vues de la Commission | 13 |
| 32. Les marchés publics | 15 |
| 33. Les mesures touchant les entreprises - aspects tenant à la concurrence et aux aides des Etats | 16 |
| 331. Le droit d'établissement | 16 |
| 332. La reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur | 16 |
| 333. Quelques aspects bancaires - établissements de prestation de services | 19 |
| 334. La politique de la concurrence et les aides des Etats | 20 |
| 335. L'harmonisation du droit des sociétés | 21 |

Page:

| | |
|--|----|
| 34. La libre circulation des biens, des personnes et des services | 22 |
| 341. La libre circulation des biens | 22 |
| 342. La libre circulation des personnes | 23 |
| 343. La libre circulation des capitaux | 24 |
| 344. Le secteur des services | 25 |
| 345. Les télécommunications et les services audio-visuels | 27 |
| 346. Les droits intellectuels | 29 |
| 35. Le secteur nucléaire | 30 |
| 4. LES CONCLUSIONS | 31 |

1. L'INTRODUCTION

Par lettre du Président du Gouvernement, Ministre d'Etat, en date du 25 septembre 1985, le Conseil Economique et Social a été invité à émettre un avis sur le livre blanc de la Commission des Communautés européennes. Spécialement, une prise de position a été demandée sur ceux des chapitres du document qui reflètent les orientations fondamentales, comme par exemple la fiscalité, les télécommunications, les marchés publics, les mesures touchant les entreprises, la concurrence.

Un débat d'orientation et de clarification a eu lieu en Assemblée plénière en date du 21 novembre 1985. Fort de la ligne de conduite indiquée par le Gouvernement, le Conseil Economique et Social a été amené à préciser ses vues sur une série de questions de principe et de points significatifs pour le Grand-Duché.

Au-delà, le Conseil Economique et Social offre son concours consultatif sur des aspects particuliers - au fur et à mesure de la maturation des dossiers afférents - afin de cerner davantage plusieurs objectifs et points importants et d'avoir tels égards que de droit à une série de documents.

La procédure retenue a permis, d'autre part, au Conseil Economique et Social, de bénéficier de la coopération de plusieurs experts et d'organiser, en groupe de travail, un certain nombre de réunions d'information - banques, droit d'établissement, fiscalité indirecte, télécommunications et politique médiatique - de préciser ses vues à ce stade sur une série de questions de fond et de traiter les sujets particuliers indiqués par le Gouvernement.

2. LES CONSIDERATIONS DE PRINCIPE

Compte tenu du cadre tracé ci-avant, il est apparu que le livre blanc de la Commission des Communautés européennes de juin 1985, s'il devait servir de toile de fond aux délibérations du dernier Conseil européen et donc à la mise au point de l'acte unique européen, implique une série de réflexions touchant les intérêts luxembourgeois, le processus de l'intégration, les conséquences de l'acte unique européen, l'état actuel des travaux communautaires et l'Europe du droit, sous l'influence déterminante de la Cour de Justice des Communautés européennes.

21. Le constat initial

Un petit pays, qui vit des échanges extérieurs, ne peut qu'affirmer le principe du grand marché intérieur, solidaire, fonctionnant sans entraves.

Ce constat vaut pour l'ensemble des agents économiques et spécialement pour ceux dont la part prépondérante des affaires relève du commerce extérieur (industries, banques, série de prestations de services). En revanche, des tempéraments se sont immédiatement signalés en relation avec trois points.

- Il ne suffit pas de prôner un principe si la pratique est foncièrement différente dans la Communauté (entraves multiples, mise en jeu de barrières artificielles, édifiées des fois sur des mécanismes protecteurs du traité de Rome, avantages pour les nationaux, graves préoccupations pour les emplois et l'évolution économique à propos de secteurs vitaux engagés dans une restructuration).

Il s'agit dès lors de faire respecter les règles du jeu par tous.

- Ensuite, il a été constaté qu'une évolution trop rapide ou alors une harmonisation à tout prix, souvent sur la base du plus petit commun dénominateur, risquent de donner lieu à des perturbations et à une affectation de dispositions légales et réglementaires applicables dans notre pays. Ceci vaut essentiellement en matière de droit d'établissement et de prestation de services.

- Enfin, il est apparu au Conseil Economique et Social que le dessein de faire vite, selon un calendrier précis et contraignant, doit être cohérent avec la prudence et la sagesse nécessaires. Si des progrès et des améliorations sont possibles et souhaitables dans une série de domaines, il n'y a pas de sens,

en revanche, de vouloir faire tout à la fois et de faire du zèle sur des points à propos desquels il est contre-indiqué d'agir à la hâte.

22. Le processus de l'intégration

Les quatre étapes bien connues du processus empruntent progressivement les formes suivantes:

- . rapprochement-coordination;
- . union douanière;
- . union économique;
- . union monétaire aux composantes politiques.

Ce simple énoncé en dit long sur les problèmes et les difficultés à affronter aux différents étages, de même que sur la réticence ou le refus en cas de progression d'une forme à l'autre.

Inutile de souligner que le degré de difficulté se manifeste particulièrement au 3e stade et que le passage de la 3e à la 4e étape est particulièrement ardu et délicat.

Il est déplacé de déplorer ou de dénoncer une série d'inerties ou de déficiences en cours de route. Le tout est une question de volonté politique de progresser, d'évidence au regard d'une structure économique-sociale donnée, étant entendu que le fonctionnement de la mécanique présuppose l'accomplissement des conditions fondamentales valant pour un échelon déterminé.

Cette observation élémentaire vaut pour l'exigence de la Commission des Communautés européennes, notamment à propos de la libre circulation des biens, dans la mesure où l'on propose d'utiliser plus fréquemment le recours aux articles 30 à 37 du traité de Rome, au lieu et place des articles 100 à 103 du même traité.

Ces dernières dispositions ont trait au rapprochement des législations nationales et à l'action contre les distorsions. Elles se trouvent insérées dans la 3e partie du traité (politique de la Communauté), état de choses qui caractérise une union économique.

Par contre, les articles 30 à 37 du traité de Rome intéressent une union douanière.

Il est donc discutable de proposer une autre base juridique pour l'action, si l'on sait, de prime abord, qu'il importe de vérifier préalablement l'existence d'une volonté politique permettant le progrès au stade 3. Soit dit en passant que d'après les exigences du traité actuel, l'échelon de l'union douanière est dépassé depuis des années.

23. L'acte unique européen

C'est au regard des prémisses rappelées ci-avant qu'il convient d'apprécier également les négociations importantes et laborieuses qui ont débouché sur l'acte unique européen. Le Conseil Economique et Social ne s'arroge pas le droit de juger cette oeuvre sur un plan général. Il n'empêche que plusieurs chapitres concernent directement le présent cadre d'examen.

231. Sous-section II - Article 102 A sur la capacité monétaire

L'intitulé du nouveau chapitre, à insérer dans la 3e partie, titre II, du traité CEE, vise la coopération en matière de politique économique et monétaire, alors que l'étiquette de la sous-section de l'acte unique a trait à la capacité monétaire.

Suivant l'article 102 A nouveau, une coopération est affirmée suivant les objectifs de l'article 104 du traité de Rome. On fait également référence au SME et au développement de l'ECU.

Une réforme ultérieure en la matière, suivant le développement à constater, requerrait une procédure suivant l'article 236 du traité (conférence intergouvernementale, unanimité, ratification par les différents parlements).

Le progrès réalisé en la matière est plutôt modeste.

232. Sous-section III - La politique sociale

L'article 118 A nouveau n'introduit guère de novations significatives.

Il n'en reste pas moins qu'en habilitant le Conseil à adopter, à la majorité qualifiée, des directives communautaires d'harmonisation en matière de sécurité et de santé des travailleurs, ledit article concrétise un progrès certain dans le domaine de la politique sociale communautaire.

L'article 118 B nouveau détonne par sa modestie, pour ceux des pays qui ont une expérience en matière de dialogue et de concertation sociaux.

On s'interroge d'ailleurs sur la portée d'éventuelles relations conventionnelles en la matière, à promouvoir à l'initiative de la Commission.

En général, la consultation de la sous-section III laisse le lecteur sur sa faim.

On comprend que les syndicats critiquent la partie sociale d'insuffisante et de lacunaire.

233. Sous-section IV - La cohésion économique et sociale

Le titre afférent, avec ses 5 articles nouveaux, a sans doute le mérite de souligner l'amalgame économique et social.

On s'interroge cependant sur la notion de cohésion. Le concept d'union économique - l'acte unique a pour but de promouvoir cette dernière - a des implications qui dépassent le terme anodin de cohésion.

Quant au fonctionnement adéquat des fonds communautaires existants, à allure structurelle, le Conseil Economique et Social note que c'est une affaire de choix et de moyens budgétaires. Les précédents et les traditions actuelles n'inspirent pas un optimisme excessif.

234. Sous-section V - La recherche et le développement technologique

Le Conseil Economique et Social applaudit à cette initiative. Le tout est d'établir les priorités et la base financière pour une action concrète et coordonnée.

235. Sous-section I - Le marché intérieur

- A cet égard, on enregistre apparemment des progrès dans la mesure où certaines initiatives en matière d'établissement et de prestation de services pourront être prises à la majorité.

Ce principe est assorti immédiatement d'importantes dérogations:

. différence de développement de certaines économies;

- . exigence de l'unanimité en matière de fiscalité indirecte;
- . exigence de l'unanimité du moment que des directives d'harmonisation touchent à des principes législatifs, notamment concernant la formation et les conditions d'accès de personnes physiques à certaines professions (la dérogation est de taille au point qu'on s'interroge sur sa compatibilité avec l'article 8 A);
- . possibilité de dérogation de principe en cas de directives s'appuyant sur l'article 36 du traité de Rome - élargissement des possibilités actuelles sur la base du dit article;
- . faculté, dans le prédit cas, de prévoir des clauses de sauvegarde.

A ce stade, le Conseil Economique et Social note que les possibilités de déroger et une série de nuances restent essentielles.

- L'acte unique européen a donné lieu à une floraison d'appréciations et de critiques.

Le Conseil Economique et Social n'entend pas se mêler à des joutes doctrinales.

Il se borne à souligner trois points.

- . Une disposition dans le genre ci-après n'est pas de nature à traduire une évolution rapide (art. 8 A, alinéa 2 nouveau):

"Le marché intérieur comporte un espace sans frontières intérieures dans lequel la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux est assurée selon les dispositions du présent traité."

- . Le fait est - les dispositions arrêtées finalement à 12 et, sous réserve des ratifications parlementaires, confirment ce constat - qu'on revient de loin et qu'une nouvelle prise de conscience et un nouvel élan politique ont été nécessaires pour relancer la machine. L'acte unique a ce mérite.

- . Il faut se rendre à l'évidence. Les espérances et les prétentions exprimées par la Commission des Communautés européennes dans son livre blanc de juin 1985 ont été ravalées. C'est dès lors ledit document de la Commission, encadré et réorienté qu'il a été sur le plan politique, qui est en discussion, avec son impact et ses prolongements.

24. L'influence sur les travaux actuels

Le Conseil Economique et Social n'a pas eu la possibilité de faire le point sur la réactivation des travaux dans les nombreuses enceintes qui s'occupent de problèmes communautaires.

Pour une série de réunions au niveau ministériel, la tendance constatée ci-avant se vérifie logiquement. Les résultats et les perspectives en sont connus.

Pour les travaux engagés dans un groupe de travail central, sur les suites à donner au document de base de la Commission et à l'acte unique, il convient de suivre les développements.

Quant aux travaux en cours dans une série de groupes techniques, le Conseil Economique et Social a gagné l'impression que la vitesse de croisière normale est observée.

C'est particulièrement au regard des domaines dans lesquels la Commission exerce des prérogatives primaires, de par les traités de Paris et de Rome, que des progrès sont notés.

Il faut constater aussi que pour de nombreuses matières, la Cour de Justice des Communautés européennes figure comme guide et tranche souvent des litiges dans le sens d'une orientation communautaire.

25. L'Europe du droit

Le Conseil Economique et Social estime qu'il faut en parler à titre de complément, puisque les arrêts de la Cour donnent une indication, en appuyant, en nuancant ou en corrigeant la voie indiquée par la Commission et le Conseil.

Une analyse exhaustive à cet égard serait déplacée dans le cadre du présent avis.

Le Conseil Economique et Social se borne dès lors à rappeler quelques indications qui, finalement, balisent la voie et font le départage nécessaire entre les sphères d'actions communautaires et nationales.

- Quatre domaines sont significatifs à cet égard.

. Il y a lieu de rappeler tout d'abord la réglementation de la Communauté européenne en matière agricole et para-agricole, impliquant la prépondérance communautaire, en termes de régime de marché et de prix, dans la mesure où les secteurs visés sont réglementés à la faveur de mesures prises au sein du Marché commun.

Le Conseil Economique et Social renvoie à cet égard à une analyse fouillée - annexe 3 de l'avis spécifique du 20 juillet 1982 sur la politique des prix - qui fait le point en l'occurrence.

. En second lieu, il est indiqué de se référer aux nombreux arrêts prononcés sur le plan de la concurrence (accords-ententes, positions dominantes, aides des Etats). Quant à la politique de concurrence - couvrant les trois domaines prémentionnés - il est bon de souligner à nouveau que la Communauté assume un triple rôle en faveur du développement des activités économiques dans l'ensemble de la Communauté:

- .. fonction d'allocation des ressources;
- .. fonction d'incitation;
- .. fonction d'innovation.

Le Conseil Economique et Social se dispense d'évoquer les nombreuses initiatives de la Commission, accompagnées et nuancées par la jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés européennes.

Le cadre tracé vise les accords-arrangements, les positions dominantes - encore qu'à cet égard il n'existe pas encore de réglementation communautaire spécifique - les pratiques qui se greffent sur les droits intellectuels, au sens large, et les entreprises concernées. La jurisprudence récente, depuis les années 1982, se dégage d'une série d'arrêts.

A voir notamment:

- .. arrêt du 6 juillet 1982 dans l'affaire 188 à 190/80;
- .. arrêt du 14 septembre 1982 dans l'affaire 144/81;
- .. arrêt du 6 octobre 1982 dans l'affaire 262/81;
- .. arrêt du 10 mars 1983 dans l'affaire 172/82;
- .. arrêt du 25 octobre 1983 dans l'affaire 107/83;
- .. arrêt du 8 novembre 1983 dans les affaires jointes 96-102, 104, 105, 108 et 110/82;
- .. arrêt du 9 novembre 1983 dans l'affaire 322/81;

- .. arrêt du 14 décembre 1983 dans l'affaire 319/82;
- .. arrêt du 17 janvier 1984 dans les affaires jointes 43 et 63/82;
- .. arrêt du 21 février 1984 dans l'affaire 86/82;
- .. arrêt du 28 mars 1984 dans les affaires jointes 29 et 30/83;
- .. arrêt du 12 juillet 1984 dans l'affaire 170/83.

Il s'y ajoute que le récent arrêt du 30 avril 1986, à étudier soigneusement dès la mise à disposition du texte afférent, concerne la détermination des tarifs pour transports aériens, les prescriptions communautaires et les pouvoirs nationaux résiduels quant à l'homologation des tarifs.

La Commission, forte de cet arrêt, vient de mettre au point un document préconisant une libéralisation des transports aériens à l'intérieur de la CEE. Le Conseil de Ministres en a délibéré une première fois.

. Pour ce qui est des aides étatiques, le Conseil Economique et Social se borne à renvoyer aux publications régulières de la Commission sur la politique de concurrence, aux règlements ou encadrements spécifiques et aux arrêts de la Cour de Justice des Communautés européennes.

Quant à la jurisprudence récente publiée, il est indiqué de se référer à l'arrêt du 9 octobre 1984, dans les affaires jointes 91 et 127/83.

L'on doit signaler aussi les récentes initiatives de la Commission de la Communauté européenne en matière d'aide à la R/D (cf. décision no. 34/84/85 du 27 novembre 1985, en ce qui concerne le secteur sidérurgique, et l'encadrement spécial de la Commission de mars 1986 en matière de R/D sur un plan général).

. Quant au droit d'établissement et de la prestation de services, la Cour de Justice des Communautés européennes a également prononcé une série d'arrêts qui déterminent la voie et qui insistent surtout sur la prééminence du droit communautaire et les prescriptions y relatives, même en l'absence de mesures d'exécution d'ordre sectoriel.

Cf., à cet égard, notamment les arrêts ci-après:

- .. 21 juin 1974 dans l'affaire 2/74;
- .. 10 février 1982 dans l'affaire 76/81;
- .. 22 septembre 1983 dans l'affaire 271/82;
- .. 15 décembre 1983 dans l'affaire 5/85;
- .. 12 juillet 1984 dans l'affaire 107/85.

Un arrêt est particulièrement intéressant - l'arrêt CARBONE du 31 janvier 1984 dans les affaires jointes 286/82 et 26/83 - dans la mesure où il examine, dans le cadre des prestations de services, l'aspect de paiements courants et de mouvements de capitaux (dépenses de tourisme, frais médicaux, frais d'études).

L'arrêt est, d'autre part, important, dans la mesure où la Commission s'y réfère expressément pour souligner l'acquis et, en même temps, le point d'appui pour progresser davantage.

Ce faisant, la Commission oublie une phrase importante du dispositif de l'arrêt:

"Les contrôles peuvent comporter la fixation de limites forfaitaires au-dessous desquelles aucun contrôle n'est effectué, alors que, pour les dépenses au-dessus de ces limites, la réalité de l'affectation aux échanges de service doit être justifiée, à condition cependant que le forfait ne soit pas établi de façon à compromettre le courant normal des échanges de service."

- L'importance de l'Europe du droit et l'apport de la jurisprudence communautaire - au vu des quelques domaines significatifs pour l'analyse présente - deviennent ainsi essentiels.

A ce stade, le Conseil Economique et Social entend en dégager une triple conclusion:

- . il appert que la jurisprudence de la Cour de Justice se révèle à la fois progressive et déterminante pour l'interprétation des règles et principes en cause et pour le balisage des voies à suivre;
- . il faut en retenir, en deuxième lieu, que les arrêts sont souvent nuancés et s'inscrivent dans un cadre où le degré de l'intégration économique atteint ou souhaitable, de même que la sensibilité politique, jouent un rôle essentiel;
- . il s'ensuit - l'arrêt CARBONE cité ci-avant est illustratif à cet égard - que les nuances comptent pour beaucoup et qu'il n'est guère réaliste de s'appuyer sur la jurisprudence pour en dégager des positions qui, à vrai dire, relèvent déjà d'étapes ultérieures du développement communautaire.

3. LES PROBLEMES SECTORIELS

31. La fiscalité indirecte

311. L'introduction

La Commission consacre d'importants développements à l'harmonisation des impôts indirects suivants:

- la TVA;
- les droits d'accise.

Pour ce faire, la Commission se réfère à l'article 99 du traité de la CEE.

Dans le contexte de la révision du traité de Rome, il convient de signaler que conformément aux décisions prises par le Conseil européen de Luxembourg les 2 et 3 décembre 1985, les propositions de la Commission relatives au domaine fiscal continueront d'être adoptées à l'unanimité.

- En ce qui concerne la TVA, l'harmonisation envisagée par la Commission vise les domaines suivants:

- . l'uniformité de l'assiette ou du champ d'application de la TVA;
- . le nombre des taux à appliquer;
- . le niveau du ou des taux et, en particulier, du taux principal ou normal (taux pivot avec une marge de 2,5%).

La Commission considère que les différences existant en matière d'imposition indirecte entre les différents Etats membres entraînent de graves distorsions dans le domaine de la concurrence et qu'elles constituent, partant, un obstacle important à l'achèvement du marché intérieur.

Par ailleurs, la Commission vise à établir un système de "clearing" permettant de traiter les ventes et les achats transfrontaliers de la même façon que les ventes et les achats similaires effectués à l'intérieur des frontières des Etats membres, afin d'assurer que la TVA, perçue dans l'Etat membre d'exportation et déduite dans l'Etat membre d'importation, soit remboursée à ce dernier.

- En ce qui concerne les droits d'accise pour lesquels le champ d'application est relativement uniforme dans les divers Etats membres, la Commission proposera une fourchette des taux

**313. L'approche du Conseil Economique et Social quant aux
vues de la Commission**

- En raison des multiples implications économiques, sociales et budgétaires résultant des propositions de la Commission quant au rapprochement des taux de la TVA et des accises, le Conseil Economique et Social regrette que la Commission n'ait pas placé ce problème dans un contexte socio-économique d'ensemble.

Il est pris acte que la Commission vient de demander aux Etats membres d'élaborer des études nationales sur les implications du rapprochement des taux de la TVA au niveau national, étude qui sera réalisée au Luxembourg par un institut de sondage étranger.

Or, la nature des questions posées par la Commission ne permettra guère de tirer des conclusions valables et chiffrées quant à l'impact socio-économique et financier réel du rapprochement des taux de la TVA et des accises.

- Si le rapprochement des taux des impôts indirects, tel qu'il est envisagé par la Commission, ne permet pas d'abolir les contrôles communautaires et que, partant, cette approche adoptée ne permette pas de satisfaire l'objectif fixé par ailleurs, des taux différents continueront donc d'exister, même si les écarts seront moins prononcés qu'à l'heure actuelle.

Aussi le Conseil Economique et Social estime-t-il qu'un rapprochement des taux n'est pas indispensable au bon fonctionnement d'un marché intérieur communautaire.

En effet, la TVA se fonde sur le caractère de neutralité du système commun comportant la détaxation automatique des produits exportés.

Dans ce contexte, le Conseil Economique et Social a itérativement rendu attentif au fait que l'existence de taux différents en matière de TVA n'est pas susceptible de créer des distorsions de concurrence, dès lors que le champ d'application de la TVA est harmonisé (exemple: marché américain).

- Le problème des systèmes de perception des impôts n'a pas été abordé par la Commission. Or, il y a des pays qui ont à faire face à une fraude fiscale importante dont l'envergure est souvent en relation directe avec le niveau des taux appliqués.

pour chacune des accises qui seront maintenues (produits de tabac, bière, vin, produits intermédiaires, alcools et huiles minérales).

Les Etats membres devraient effectuer les ajustements nécessaires en ce qui concerne le champ d'application de leurs accises et le rapprochement des taux.

- Afin de ne pas rendre les ajustements ultérieurs des taux plus difficiles, la Commission présentera une proposition de "standstill".

312. Les retombées de l'harmonisation des taux de la TVA sur les plans social et économique

- Le système fiscal en vigueur dans un pays doit être vu dans une conception d'ensemble, comprenant aussi bien les impôts directs que les impôts indirects. La répartition entre ces taxes est le résultat de choix politiques, économiques et sociaux délibérés.

L'approche unilatérale de la Commission quant à l'harmonisation des taux des seuls impôts indirects (TVA et accises) ne manquerait pas de créer de nombreux problèmes au niveau des systèmes fiscaux en place dans les différents Etats membres.

Il s'y ajoute que la proposition de "standstill" de la Commission limitera sensiblement l'autonomie d'action des Etats membres.

- Ainsi, au Luxembourg, les impôts directs sont traditionnellement considérés comme étant susceptibles de réaliser plus parfaitement la justice sociale par la possibilité qu'ils offrent d'adapter la charge de ces impôts au niveau de vie des contribuables, par opposition aux impôts indirects, qui, dans la mesure qu'ils frappent indistinctement certaines opérations, sans considération de la personne qui supporte l'impôt, ont un effet simplement proportionnel, ne correspondant pas aux facultés contributives des personnes ainsi taxées.

- Par ailleurs, une augmentation des taux des impôts indirects sera répercutée sur les prix et affectera les salaires par le jeu de l'échelle mobile, d'où un mouvement inflationniste avec son cortège d'effets préjudiciables.

- Depuis sa création, le Conseil Economique et Social s'est régulièrement prononcé pour une conception d'ensemble de notre système fiscal, comportant une répartition équitable de la charge d'imposition entre les impôts directs et indirects.

Ainsi, le Conseil Economique et Social s'est toujours déclaré d'accord avec l'objectif qui consiste à maintenir nos impôts indirects à un niveau relativement modéré, tant pour des motifs de justice sociale que pour éviter que, par l'incidence de ces impôts indirects sur les prix intérieurs et le jeu de l'échelle mobile des salaires et traitements, il ne se produise une augmentation de la charge des secteurs public et privé.

- Dès lors, il est plus opportun d'éliminer d'abord les obstacles réels à la libre concurrence entre Etats membres.

Dans ce contexte, il faudrait intensifier les efforts afin de compléter l'harmonisation de l'assiette de la TVA et de la structure des accises, essentiellement en mettant en pratique les directives existant en la matière.

Le Conseil Economique et Social cite pour mémoire les initiatives ci-après:

- . l'harmonisation des assiettes en ce qui concerne les opérations citées dans les annexes de la 6e directive TVA, dans la mesure où la non-harmonisation est susceptible de créer des distorsions de concurrence sur le plan international (18e directive et d'autres, en élaboration);
- . l'harmonisation de l'assiette de certains secteurs de l'économie, notamment les petites entreprises, les agriculteurs à régime forfaitaire, les biens d'occasion (7e directive);
- . l'harmonisation des dispositions relatives aux dépenses n'ouvrant pas droit à déduction de la taxe;
- . les directives tendant à faciliter le passage des frontières intracommunautaires:
 - .. directive relative au report de paiement de la TVA (14e directive);
 - .. directive relative au transport de passagers (taxation de la prestation de transport dans un lieu unique);

- .. directive relative au régime applicable à certains biens définitivement grevés de TVA, importés par un consommateur final d'un Etat membre en provenance d'un autre Etat membre (16e directive);
- .. directive relative aux produits d'avitaillement de bateaux, aéronefs et trains internationaux;
- .. directive sur les formalités et procédures à accomplir dans les Etats membres pour les opérations des assujettis communautaires non établis dans l'Etat membre (entraves).

Voilà des tâches nombreuses et importantes à aborder. Soit dit incidemment: l'une ou l'autre de ces mesures comporterait déjà assez de problèmes pratiques et sectoriels pour notre économie.

32. Les marchés publics

- En ce qui concerne les marchés publics, problème évoqué plus particulièrement dans la saisine gouvernementale, la Commission prévoit notamment:

- . d'éliminer les pratiques discriminatoires;
- . de rendre les marchés publics plus transparents;
- . de réaliser l'extension des directives en la matière aux secteurs de l'énergie, du transport, de l'eau et, dans le cas des marchés de fournitures, aux télécommunications.

- Il y a lieu de souligner les entraves existant en matière de marchés publics.

Dans ce domaine, il est indiqué de rappeler que dans les Etats membres les règles communautaires ont été souvent enfreintes et contournées dans le secteur public; les entreprises privées sont moins en cause. Ainsi, dans le cadre des adjudications publiques, les cahiers de charges comportent souvent des dispositions contraires aux directives européennes et visent une discrimination des concurrents étrangers.

- Il échet d'appliquer d'abord et, de manière conséquente, les réglementations existantes. Dans ce contexte, il est fait référence aux obstacles rencontrés par nos entreprises à l'exportation et aux divergences existant entre les prises de position de principe et la pratique administrative, laquelle est souvent discriminatoire.

Le Conseil Economique et Social estime dès lors qu'en la matière des progrès doivent être réalisés. La prudence s'impose aussi en l'occurrence. C'est essentiellement une question d'exécution loyale des règles de jeu. L'extension sectorielle est secondaire.

33. Les mesures touchant les entreprises - aspects tenant à la concurrence et aux aides des Etats

331. Le droit d'établissement

- Le Conseil Economique et Social, renvoyant en l'occurrence aux considérations de principe figurant sous 2 du présent avis, souligne, à nouveau, qu'il importe de concilier les avantages d'un grand marché et les contraintes pesant forcément sur une économie de petite dimension en matière d'établissement.

Il est rappelé aussi que progressivement l'Europe de droit se construit à la faveur de la jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés européennes.

- Quant aux professions libérales, la prédite orientation devient particulièrement nette (cf. l'arrêt KLOPP du 12 juillet 1984).

332. La reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur

Pour ce qui est de la proposition de directive relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur - il existe une proposition modifiée du 7 mai 1986, doc. COM (86) 257 - le Conseil Economique et Social prend attitude comme suit.

- Les caractéristiques de la proposition de directive peuvent être résumées comme suit:

- . elle est décrite dans les paragraphes 88, 91 et 93 du livre blanc sur l'achèvement du marché intérieur (pages 24 et 25);
- . il s'agit d'une directive-cadre à caractère horizontal, qui s'applique à tout ressortissant d'un Etat membre voulant exercer, à titre indépendant ou salarié, une activité professionnelle dans un Etat membre d'accueil.

- Les critiques de la proposition de directive et de la proposition modifiée et leurs retombées sur le plan national sont précisées comme suit:

- . ni les organisations professionnelles concernées, ni les milieux universitaires n'ont été consultés par la Commission lors de l'élaboration de la proposition de directive initiale;
- . l'intitulé de cette dernière prête à confusion, puisqu'au-delà de la reconnaissance mutuelle des diplômes de l'enseignement supérieur et de la référence à l'article 57, paragraphe 1er du traité de Rome, la proposition de directive règle, en fait, l'accès aux activités visées par ces diplômes, matière qui, elle, relève de l'article 57, paragraphe 2.

Par ailleurs, l'intitulé de la proposition modifiée est, pour le surplus, une technique réglementaire discutable;

- . le stage d'adaptation se trouve nouvellement précisé par une référence aux travaux accomplis par le stagiaire et à la formation complémentaire éventuelle. En d'autres mots, on introduit un critère purement matériel et on délaisse l'aspect qualitatif. Le Conseil Economique et Social taxe cette approche d'insuffisante.

Deux remarques complémentaires sont indiquées. La proposition modifiée améliore le système initial quant à la documentation de l'honorabilité et de la moralité du postulant.

En second lieu, le Conseil Economique et Social recommande au Gouvernement de veiller à ce que notre système d'homologation des titres ne soit pas affecté par l'article 1er, lettre a, de la proposition modifiée;

- . la comparabilité des formations entre les Etats membres suscite également de nombreux problèmes. Pour certaines professions, les divergences de formation sont patentées (ex. avocat):

.. en effet, le système suggéré par la Commission est fondé sur la comparaison des niveaux de formation, non pas en vue d'une harmonisation préalable de ces niveaux, mais d'une compensation basée, en ordre princi-

pal, sur l'expérience professionnelle, compensation qui est limitée à quatre ans (article 4, paragraphe 2);

- .. ainsi, un candidat est en principe à considérer comme apte à exercer une activité professionnelle dans un Etat membre différent de celui où il a été formé, dès lors qu'il possède un diplôme d'enseignement supérieur qui sanctionne une formation d'au moins trois ans, le préparant à cette activité.

Dans cette optique, même un ressortissant ayant reçu une formation juridique dans un pays où les études de droit sont limitées à trois ans, pourrait invoquer la directive contre son propre pays s'il voulait s'installer comme avocat à Luxembourg;

- . la mise en oeuvre du système proposé ne manquera pas d'introduire une dualité dans l'accès aux activités professionnelles visées. En effet, ne sont pas concernées les activités professionnelles qui font l'objet d'une directive instaurant, entre les Etats membres, une reconnaissance mutuelle des diplômes (notamment les professions médicales).

De plus, le caractère général du système n'exclut pas à l'avenir une réglementation spécifique, au niveau communautaire, de certaines activités professionnelles déterminées, lorsqu'elle serait justifiée. Dès lors, celles-ci ne tomberaient plus sous le régime de la présente proposition de directive.

- Le Conseil Economique et Social note enfin qu'en ce qui concerne l'article 57, paragraphe 2 du traité CEE, l'acte unique européen prévoit que l'unanimité est nécessaire pour des directives dont l'exécution, dans un Etat membre au moins, comporte une modification des principes législatifs existants du régime des professions en ce qui concerne la formation et les conditions d'accès des personnes physiques.

De plus, l'acte unique européen introduit un article 100 (a) au traité de Rome, qui prévoit, dans le paragraphe 1, que le Conseil statue à la majorité qualifiée lorsqu'il arrête les mesures relatives au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres, qui ont pour objet l'établissement et le fonctionnement du marché intérieur, en précisant cependant, dans le paragraphe 2, que cette disposition ne s'appliquera pas à la libre circulation des personnes et aux droits et intérêts des travailleurs salariés.

Ces dispositions sont en contradiction avec les déclarations annexées à l'acte final, où il est retenu que la Commission privilégiera, dans ses propositions, au titre du premier paragraphe de l'article 100 (a), le recours à l'instrument de la directive, si l'harmonisation comporte, dans un ou plusieurs Etats membres, une modification des dispositions législatives.

Aussi ces décisions méritent-elles d'être précisées et clarifiées afin de pouvoir mesurer leur impact réel.

Pour le reste, le Conseil Economique et Social s'en est expliqué dans la partie générale, sous 2, du présent avis.

333. Quelques aspects bancaires - établissements de prestation de services

- Les observations initiales de la Fédération bancaire de la Communauté européenne quant au livre blanc sur l'achèvement du marché intérieur sont à considérer comme une déclaration d'intention des différentes associations bancaires nationales sur la problématique visée. Il s'agit, en fait, d'un texte de compromis sur les grands principes devant orienter la mise en oeuvre de l'achèvement du marché intérieur.

Dans ce contexte, les groupes bancaires appuient, en principe, les objectifs visés par l'achèvement du marché intérieur.

L'idée de la reconnaissance mutuelle, qui constitue une nouvelle approche de la Commission et selon laquelle l'intégration ne requiert pas nécessairement une harmonisation préalable aussi poussée des législations des Etats membres, est accueillie avec intérêt, mais demande d'être creusée davantage.

- En ce qui concerne le droit d'établissement, la loi du 23 avril 1981 a entériné la première directive du Conseil des Communautés européennes du 17 décembre 1977 relative à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et l'exercice de la profession afférente.

- Il existe cependant encore nombre de restrictions importantes à la prestation des services bancaires et assimilées dans la Communauté. Par exemple, dans plusieurs Etats membres, certains secteurs financiers ne peuvent s'engager dans des activités traditionnellement réservées à d'autres secteurs.

Il en résulte, d'une part, que les utilisateurs de ces services ne bénéficient pas de l'efficacité et de l'innovation résultant d'une concurrence accrue.

D'autre part, ces obstacles sont souvent le fait de réglementations visant à réduire les risques bancaires.

Pour aboutir à une plus grande liberté, la Commission a proposé des initiatives dans ce domaine, qui posent cependant des problèmes quant à leur application pratique. Il s'agit notamment:

- . du crédit hypothécaire;
- . de l'exportation des techniques bancaires.

- Le Conseil Economique et Social note que la prise de position de la Fédération bancaire de la Communauté européenne se révèle plus ardue, au fur et à mesure que des questions de principe et de technique sont abordées.

Un avis définitif, aux nombreux éléments de compromis prévisibles, est attendu pour la fin de 1986.

334. La politique de la concurrence et les aides des Etats

- Le Conseil Economique et Social a déjà souligné dans la partie 2 du présent avis l'importance des initiatives de la Commission et des arrêts de la Cour de Justice des Communautés européennes, cela d'autant plus que les dispositions en cause des traités d'intégration réservent à la Commission un droit d'appréciation originaire et préalable.

- A rappeler qu'aucun règlement d'exécution n'a encore été pris sur la base de l'article 86 du traité de Rome.

- Progressivement, le terrain est déblayé en termes de concurrence, pour ce qui est des secteurs visés, mais aussi quant à des dispositions restrictives du traité (droits intellectuels - réserves de santé et d'intérêt public).

On note que par rapport à ce dernier critère, l'acte européen unique ne permettra guère de réaliser des progrès appréciables.

- Quant aux aides des Etats, le Conseil Economique et Social note aussi la confirmation progressive des pouvoirs de la Commission (réglementation générale, approche régionaliste, approche sectorielle, aides à R.D, encadrement du secteur sidérurgique à la faveur de principes repris des traités de Paris et de Rome, approche pour des secteurs en difficultés structurelles).

Les pouvoirs retenus des Etats membres ont été largement entamés en l'occurrence. Il y a lieu de retenir dans ce contexte que les interventions financières et autres peuvent être dans les grands pays à la fois plus massives et plus variées. La surveillance et la sanction communautaires sont dès lors à affirmer.

Au sentiment du Conseil Economique et Social, deux principes sont cependant à observer strictement:

- . les indications de la jurisprudence et une interprétation réaliste des arrêts;
- . le traitement équitable des dossiers, impliquant le respect de l'égalité des chances et conciliant la rigueur et la sagesse nécessaires.

335. L'harmonisation du droit des sociétés

Ce domaine est lié par excellence à l'Europe du droit. Il en a été question.

- Des initiatives complémentaires sont prévues au niveau du droit des sociétés, en vue d'éliminer les entraves juridiques, fiscales et administratives, notamment par la création d'un cadre juridique facilitant la coopération entre entreprises. Dans ce contexte, les aspects suivants sont évoqués:

- . le statut d'une société européenne;
- . la non-discrimination des succursales et filiales par rapport aux entreprises indigènes;
- . les mesures visant à faciliter la fusion des entreprises dans un marché plus grand.

- Quant à la proposition de la Commission concernant le statut d'une Société européenne, il est précisé que des avis très nuancés par rapport aux suggestions faites ont déjà été formulés.

Pour le reste, il importe de ne pas confondre le pouvoir évocateur d'un intitulé, d'une part, la substance et les avantages d'un système, d'autre part.

- Quant aux deux autres axes prévus, un examen plus approfondi s'impose le moment voulu.

- Dans le contexte prérappelé, plusieurs points se signalent, étant entendu que des analyses plus fouillées restent à entreprendre, concernant notamment:

- . la 4e directive 78/660 CEE du 23 juillet 1978 sur les comptes annuels de certaines formes de sociétés et la loi du 4 mai 1984 portant modification de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;
- . la 7e directive du Conseil du 13 juin 1983, fondée sur l'article 54 paragraphe 3, point g du traité concernant les comptes consolidés. A cet égard, lors des négociations sur la 7e directive, la délégation luxembourgeoise avait plaidé, avec succès, l'exclusion des sociétés holding du champ d'application général;
- . les travaux communautaires en cours dans l'un et l'autre secteur;
- . les retombées sur la place financière et sur la législation (établissements de crédit, services financiers et assurances);
- . l'introduction d'éventuelles entraves nouvelles.

34. La libre circulation des biens, des personnes et des services

341. La libre circulation des biens

En ce qui concerne la libre circulation des biens, il y a lieu de souligner l'approche nouvelle de la Commission en matière de technique d'harmonisation et de prise de décision.

Dans le passé, toutes les décisions concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives qui ont une incidence directe sur l'établissement ou le fonctionnement du Marché commun, ont été prises sur la base de l'article 100, qui prévoit que le Conseil statue à l'unanimité dans ces domaines. Cette procédure a comporté bien souvent des retards importants dans la prise de décision sur de nombreux problèmes, notamment d'ordre technique.

Dès lors, la Commission prévoit une procédure simplifiée, qui vise la reconnaissance mutuelle, par les Etats membres, des normes de qualité différentes, des essais réalisés et des certifications existant dans les différents pays, ce qui accélérerait

la procédure de décision et éviterait de devoir prévoir une nouvelle couche de règles communautaires se superposant aux règles nationales.

Le Conseil Economique et Social aimerait faire une triple observation à cet égard.

- Le fameux paquet des entraves et normes est impressionnant et il faut sans doute faire des progrès à cet égard. Un assouplissement dans de nombreux domaines, où le Luxembourg reprend des normes étrangères, serait le bienvenu.

- On sait, en second lieu, que les discussions sont excessivement laborieuses et techniques en la matière. Cependant, le fait de vouloir sauter l'obstacle par une approche centralisatrice, comme le propose la Commission, butera contre de nombreux obstacles.

- Enfin, il est bon de rappeler qu'ici encore l'acte unique européen a ramené les prétentions communautaires et que les travaux, dans une floraison d'enceintes, continuent suivant le train traditionnel.

342. La libre circulation des personnes

- Quant à la libre circulation des personnes, le Conseil Economique et Social a fait le point, ci-avant, pour les professions indépendantes.

Pour les salariés, la libre circulation est presque entièrement réalisée. Il subsiste un problème majeur, celui de l'imposition des salariés qui résident dans un Etat membre et qui ont un revenu salarial dans un autre Etat membre.

L'imposition des frontaliers dans leur pays de résidence - proposition de la Commission - pose une question de principe pour le Luxembourg.

A ce propos, le Conseil Economique et Social souligne les points importants ci-après:

- . situation exceptionnelle quant au nombre des frontaliers par rapport à la population active (10%);
- . degré d'ouverture de l'économie et impact positif sur l'emploi dans la grande région transfrontalière, découlant des efforts de diversification économique;

- . aspects budgétaires corrélatifs;
- . déchet fiscal.

- Le Conseil Economique et Social entend ajouter une remarque finale quant aux développements consacrés, par la Commission, à la correspondance des qualifications professionnelles sur un plan général.

Si cette approche est destinée à obtenir une plus grande comparabilité des certificats d'aptitude professionnelle, il importe de signaler, à l'attention du Gouvernement, la nécessité d'avoir tels égards que de droit au risque d'un nivellement vers le bas des qualifications.

343. La libre circulation des capitaux

Dans la Communauté, le marché des capitaux se caractérise par une foule de restrictions, source d'un véritable cloisonnement. Cet état de choses est illustré, entre autres, par les contrôles des changes subsistant dans plusieurs pays membres de la Communauté et par l'interdiction qui est faite, dans un Etat membre, à ses ressortissants, d'emprunter en ECU.

Le Conseil Economique et Social a pris note que la Commission des Communautés européennes vient, dans le cadre de l'objectif d'un véritable marché intérieur, visé par le livre blanc, de proposer au Conseil des Ministres des Finances de la CEE, un calendrier, prudent il est vrai, qui prévoit, dans une première étape, une accélération du démantèlement des contrôles des changes et, dans une seconde étape, la libéralisation des mouvements de capitaux, différée dans le temps selon les pays.

Quant aux marchés des capitaux dans l'UEBL et, partant, quant au marché luxembourgeois des capitaux, ils fonctionnent sans entraves, les opérations de change afférentes étant réalisées à travers le marché libre.

D'aucuns proposent d'abolir le double marché des changes, ce qui, en l'occurrence, signifierait que les opérations financières et commerciales se dérouleraient par le biais d'un seul marché des changes unifié. Celui-ci serait assorti de mécanismes d'interventions obligatoires de la Banque Nationale sur le marché des changes, pour maintenir la monnaie à l'intérieur des marges de fluctuation autorisées par le S.M.E.

Dans le cadre de la politique économique et financière générale, une telle abolition équivaldrait à un recours accru aux instruments de politique monétaire. Il pourrait en résulter une variabilité accrue des taux d'intérêts, voire des ajustements extérieurs plus fréquents et un recours accru aux réserves de la Banque Nationale.

Le plus grand danger résultant d'une situation économique, financière et budgétaire difficile en Belgique, au moment où n'existerait qu'un seul marché des changes et où le franc belge connaîtrait des difficultés, serait la tentation de protéger la monnaie par l'instauration de restrictions aux mouvements des capitaux, ce qui est un mal pire que le maintien du double marché des changes qui garantit, dans toutes les circonstances, la libre circulation des capitaux qui est une condition nécessaire au fonctionnement de la place financière.

L'abandon de cette garantie institutionnelle que constitue le double marché des changes pour la liberté des mouvements de capitaux devrait nécessairement trouver son pendant dans une garantie institutionnelle équivalente au niveau communautaire, tel un progrès sensible du rôle de l'ECU comme monnaie européenne et un saut qualitatif notable dans le renforcement des mécanismes du S.M.E. (Banque Centrale Européenne, mise en commun des réserves, etc.).

Toujours est-il que l'amélioration des conditions de fonctionnement du marché réglementé est souhaitable.

Au sentiment du Conseil Economique et Social, le Gouvernement luxembourgeois devrait rester vigilant face aux conditions et aux circonstances dans lesquelles le double marché des changes est mis en discussion.

344. Le secteur des services

Le secteur des services est en développement continu, ce qui est documenté notamment par l'augmentation régulière des emplois dans ce secteur, alors que l'emploi industriel continue de régresser.

Les propositions communautaires doivent être suivies avec attention.

- Quant aux services financiers, il s'agit de veiller à ce que les mesures envisagées ne portent pas préjudice à la place financière luxembourgeoise et à son environnement économique.

Ainsi, les problèmes suivants sont à analyser avec vigilance:

- . les normes de stabilité financière (fonds propres, coefficient de solvabilité);
- . les comptes annuels, les comptes consolidés (7e directive).
- . une libéralisation plus poussée des mouvements de capitaux dans la Communauté. Dans ce contexte, la question se pose s'il ne faut pas approfondir la portée des clauses de sauvegarde en la matière, notamment au regard des articles 73 et 108, al. 3 du traité de Rome;
- . les efforts en vue de consolider un contexte favorable, comportant la stabilité monétaire, le développement du SME et la convergence des politiques économiques.

Le Conseil Economique et Social n'a pas eu la possibilité d'analyser le détail des implications en cause. Il se borne dès lors à faire - quant aux domaines ci-avant - quatre remarques à ce stade.

. Pour plusieurs secteurs d'activité, une libéralisation accrue serait sans doute bénéfique.

. En second lieu, il faut avoir à l'esprit que pareille ligne de conduite comportera des risques: à titre d'exemple, il y a lieu de citer des critères harmonisés plus stricts en matière de politique de crédit ou la tentative d'encadrer, d'une façon plus contraignante, notre système des holdings.

. Dans le même contexte, il convient de faire étudier de près, par les services compétents, les développements, mais aussi les contraintes, dans le domaine des assurances.

. Enfin, un double point final doit être souligné à nouveau, des considérations de principe y ayant déjà été consacrées dans la partie qui précède. Dans la mesure où l'aspect monétaire se trouve sollicité, c'est bien l'unanimité des positions nationales qui prévaudra. D'autre part, les passages afférents de l'acte unique européen ont ramené les propositions, en la matière, à leurs justes proportions.

- En ce qui concerne le secteur des transports, la liberté des services afférents dans toute la Communauté est un élément important de la politique commune des transports, prévue par le

Traité. Il est cependant indispensable d'harmoniser parallèlement les conditions de concurrence entre les différents modes de transports et d'éliminer ainsi les facteurs générateurs de distorsions de la concurrence, qui existent encore.

345. Les télécommunications et les services audio-visuels

Dans le contexte prérappelé, les télécommunications et les services audio-visuels prennent une importance particulière.

- Quant aux télécommunications, le Conseil Economique et Social est informé du fait que l'Administration compétente a déjà fait savoir au Gouvernement que les initiatives envisagées par la Commission n'affecteraient pas notre cadre législatif.

Dans le domaine en cause, la réalisation d'un marché public intérieur, élargi, serait la bienvenue.

A part cette finalité - notre palette industrielle n'y fait pas obstacle - plusieurs points peuvent être cités:

- . élaboration d'un projet de loi qui tiendrait compte des idées de la Commission, notamment pour ce qui est de l'homologation du matériel terminal;
- . intérêt de voir s'ouvrir et s'adapter un marché européen compartimenté et protégé;
- . travaux en cours dans le cadre de la conférence européenne des P et T, de concert avec la Commission des Communautés européennes, en vue de réaliser un marché commun des équipements (progrès acquis: libéralisation progressive du marché des terminaux, normes européennes de télécommunications).

Le Conseil Economique et Social, au-delà de ces notes positives, entend souligner trois points:

- . des intérêts financiers et technologiques immenses sont en jeu sur les marchés nationaux; les progrès seront dès lors lents et laborieux;
- . si des enceintes internationales, plus vastes que la CEE, impliquent des fois des avantages, on constate, en revanche, aussi des contraintes (règles de jeu, intérêts plus nombreux en présence, chasses gardées etc.);

. enfin - et cet aspect est important - les télécommunications, les techniques et les équipements impliqués font que les grands blocs politiques-économiques s'affrontent sur le plan mondial (Amérique, Japon, Europe). Cette confrontation, dramatique des fois, a et aura d'évidence des implications (vexations de rejet, protections à la périphérie, guerres sur les technologies, parts de marché).

Il importera d'observer l'évolution des choses à cet égard et les répercussions sur le marché européen à élargir.

- Quant aux services audio-visuels et aux moyens d'information, la Commission s'en explique aux paragraphes 113 à 120 du Livre blanc.

. La liberté d'information et de création est essentielle et le Conseil Economique et Social souligne fortement ce principe.

S'agissant des médias, la Commission se réfère notamment à son livre vert, adopté en mai 1984. La grande finalité de l'espace unique, libre d'entraves, est à affirmer. Or, il est connu que le compartimentage des marchés, les intérêts nationaux, les affrontements technologiques et commerciaux, l'existence d'enceintes internationales spécialisées et le fait de certains monopoles constituent des barrières redoutables.

. Si l'espace unique et élargi est, en l'occurrence, un objectif louable - abstraction faite des contraintes de principe rappelées ci-avant - il est aussi acquis, même à la faveur d'une certaine déréglementation, que des contestations techniques et commerciales vont continuer, le rôle de culture et d'information étant mis en avant souvent dans le chef des Etats, sans parler de la persistance des différences de vues sur des approches de libéralisme ou de régulation raisonnable.

Sans vouloir approfondir cette problématique, le Conseil Economique et Social y voit tout de même une source de conflits et de controverses doctrinales.

Pour le surplus, il échet de souligner que même en cas de mise en place d'un marché unique en la matière, une réglementation d'ensemble et la définition de règles de jeu seraient indispensables, exercice qui ferait naître à coup sûr de multiples contestations se manifestant au niveau national dans les Etats membres.

. Le présent cadre d'analyse ne se prête pas pour un examen plus poussé de notre politique médiatique, l'accent étant mis, en l'occurrence, sur le contexte européen.

Quant aux aspects internationaux, le Conseil Economique et Social se borne à formuler quelques brèves observations.

Un cadre européen plus ouvert constituerait, certes, un atout. Il faut cependant constater que les intérêts nationaux prennent le dessus, quoiqu'il en soit d'un marché élargi.

Les controverses - systèmes, techniques, aspects financiers et commerciaux - ne sont pas près de s'arrêter.

Parmi les préalables relevés en la matière dans les avis annuels sur la situation économique, financière et sociale du pays, le Conseil Economique et Social, pour ce qui est du cadre européen sollicité en l'occurrence, aimerait souligner trois points.

.. L'évolution en cours montre l'importance de vaincre les réticences d'EUTELSAT et d'une série d'administrations de P et T.

.. En second lieu, pour une entreprise d'envergure nationale, se développant forcément dans un cadre européen, les préalables d'ordre financier et commercial prennent une importance capitale.

.. Enfin, il apparaît au Conseil Economique et Social qu'un effort de clarification de toutes les parties concernées en matière médiatique s'impose dans le contexte européen et national.

346. Les droits intellectuels

Le Conseil Economique et Social ne fait qu'évoquer l'incidence des droits intellectuels et leur encadrement communautaire dans le contexte du grand marché intérieur.

Si certains progrès sont souhaitables, plusieurs points se révèlent délicats:

- mise en concordance des législations nationales avec les conventions internationales et les règles communautaires en élaboration;

- rôle très important d'organismes spécialisés créés à une échelle internationale qui dépasse le cadre de la Communauté;
- difficultés en relation avec le projet d'une marque communautaire;
- aspects d'ordre technique et politique (langues, siège, examen, Cour);
- multitude de détails techniques et industriels.

35. Le secteur nucléaire

A évoquer aussi, pour mémoire, le bref passage du livre blanc - paragraphe 80, page 22 - consacré au secteur nucléaire.

Après TSCHERNOBYL, les choses se présentent différemment et il ne suffit plus de proposer un changement par rapport au chapitre VI du traité EURATOM. Il est vrai que la Commission vient de présenter des propositions en vue d'un renforcement de la sécurité.

Quoiqu'il en soit de l'acquis et de certains points de non-retour en la matière, il est clair que le dossier afférent - dans le cadre communautaire - requerra d'urgence un réexamen de fond en comble et la définition de nouvelles lignes de conduite, tenant suffisamment compte des règles essentielles de sécurité, de prévention, d'information et de concertation.

4. LES CONCLUSIONS

Au terme de ces considérations, le Conseil Economique et Social, plutôt que de conclure formellement, entend rappeler les points de base ci-après:

- l'approche de l'examen est suffisamment précisée dans l'introduction;
- les considérations de principe figurant sous 2 clarifient le point de départ, orientent les débats, précisent l'intégration européenne en cours, dégagent le rôle essentiel de la Cour de Justice des Communautés européennes et montrent une certaine limitation de la voie, indiquée par l'acte unique européen de début décembre 1985;
- l'absence d'une véritable dimension sociale dans le livre blanc est constatée et regrettée;
- il est fait référence aux conclusions du Conseil Economique et Social, réaffirmées, quant à la fiscalité indirecte, conclusions qui font table rase d'une série d'équivoques;
- les vues exprimées quant aux marchés publics impliquent, en premier lieu, la nécessité d'observer en général les règles de jeu, d'ores et déjà applicables;
- le droit d'établissement comporte plusieurs nuances et l'examen afférent dégage quelques implications délicates: les considérations concernant la proposition de directive initiale ainsi que la proposition modifiée quant à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur prennent, à cet égard, une importance particulière, tant pour les indépendants que pour les salariés;
- l'intérêt de notre place financière reste capital. Les développements communautaires, à ce sujet, sont à suivre de près;
- la politique de la concurrence et des aides étatiques requiert la prise en compte réaliste de la jurisprudence de la Cour des Communautés européennes et le traitement équitable et non discriminatoire des dossiers;
- l'harmonisation du droit des sociétés introduit des réformes de base régulières. Des analyses complémentaires s'imposent dans plusieurs domaines essentiels et délicats. L'effort d'information adéquat est à intensifier à cet égard dans le pays;

- il est fait référence aux considérations de principe, formulées à l'endroit de la libre circulation des biens, des personnes et des services;
- quant à la libre circulation des capitaux, les considérations figurant sous 343 sont fortement soulignées, en vue de définir une ligne de conduite politique prioritaire;
- les télécommunications prennent un rôle décisif sur le plan industriel et dans le contexte de la R.D. La palette industrielle nationale ne s'oppose pas à une libéralisation plus poussée des marchés. Des nuances s'indiquent dans la grande dimension internationale;
- la politique médiatique, dans le contexte communautaire et national, demeure vitale. On se réfère à plusieurs commentaires et mises au point;
- les droits intellectuels et leur encadrement réglementaire demandent une attention accrue. Plusieurs facteurs - dont le cadre international élargi - créent des entraves pour une action communautaire rapide;
- le dossier nucléaire est à revoir de fond en comble, dans le cadre communautaire, à la lumière de l'actualité dramatique;
- le présent avis vaut comme éclairage général et examine une série de points d'intérêt spécial.

L'offre d'un concours consultatif, d'ordre ponctuel ou de principe, suivant l'évolution des dossiers et des problèmes, à la demande du Gouvernement, est expressément confirmée.

X X X

Résultat du vote:

Le présent avis a été arrêté à l'unanimité des voix des membres présents.

Le Secrétaire Général

Le Président

Jean Moulin

Paul Lauterbour